

**Consultation à la demande de la Ministre des
Télécommunications concernant
l'avant-projet de loi portant modification de l'article
19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux
communications électroniques et du projet d'arrêté
royal concernant les accords de partage de spectre à
l'initiative d'opérateurs**

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au **20 septembre 2023**
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec la référence : Consult-2023-C4

Personne de contact : Michael Vandrogenbroek, Premier Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 88 11)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

La présente consultation est faite à la demande de la Ministre des Télécommunications. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Contexte.....	3
Annexe 1.	Avant-projet de loi portant modification de l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	5
Annexe 2.	Version coordonnée de l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.....	13
Annexe 3.	Projet d'arrêté royal concernant les accords de partage de spectre à l'initiative d'opérateurs	15

1. Contexte

1. La présente consultation publique concerne le cadre légal pour le partage de droits d'utilisation du spectre radioélectrique à l'initiative d'opérateurs.
2. Le partage de spectre est une forme particulièrement poussée de partage de réseaux mobiles de communications électroniques. Avec l'essor de la 5G, l'incitation des opérateurs à mutualiser leurs fréquences est accrue en raison des gains d'efficacité qu'une telle opération peut potentiellement générer.
3. Actuellement, aucun contrôle préalable spécifique n'est prévu pour le partage des éléments d'un réseau mobile, y compris le spectre. Pour des raisons de cohérence et de sécurité juridique, cette situation ne saurait perdurer s'agissant du spectre, dont le partage implique une coopération de plus grande envergure et plus approfondie entre opérateurs (potentiellement) concurrents.
4. Un avant-projet de loi et un projet d'arrêté royal ont été rédigés en ce sens et font l'objet de la présente consultation publique.
5. L'avant-projet de loi modifie l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi ») pour :
 - 5.1. Corriger une erreur dans la version néerlandaise du texte qui, en employant les mots « gedeeld gebruik », renvoie par erreur à la notion distincte d'« utilisation partagée » du spectre, au sens de l'article 2, 33/4° de la loi.
 - 5.2. Introduire un dispositif de contrôle préalable spécifique en vertu duquel l'IBPT devra, suivant des modalités à définir par le Roi, vérifier que tout partage envisagé de droits d'utilisation du spectre radioélectrique n'engendrera ni brouillage préjudiciable, ni atteinte à la concurrence, ni violation des conditions dont les droits d'utilisation seraient éventuellement assortis.
6. Le projet d'arrêté royal exécute quant à lui la délégation de pouvoir prévue par l'avant-projet de loi pour définir les modalités pratiques du contrôle préalable du partage de spectre.

Axel Desmedt
Lid van de Raad

Bernardo Herman
Lid van de Raad

Luc Vanfleteren
Lid van de Raad

Michel Van Bellinghen
Voorzitter van de Raad

Annexe 1. Avant-projet de loi portant modification de l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIE
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, P.M.E. CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
Avant-projet de loi portant modification de l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Voorontwerp van wet houdende wijziging van artikel 19/1, §2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Exposé des motifs	Memorie van toelichting
<p>Le partage d'infrastructures mobiles est un sujet important que les opérateurs de réseaux mobiles évaluent et prennent en considération dans leurs projets d'expansion et décisions d'investissement. Des coopérations en ce sens peuvent ainsi être envisagées, et ce tant pour les parties <i>passives</i> du réseau mobile (par exemple, les mâts, les bâtiments, etc.) que les parties <i>actives</i>, lesquelles incluent des dispositifs électroniques ou optiques de traitement du signal (telles que les stations de base et leurs contrôleurs). Dans ses formes les plus poussées, le partage d'infrastructures peut également emporter une mutualisation du spectre radioélectrique.</p>	<p>Het delen van mobiele infrastructuur is een belangrijk onderwerp dat de mobiele netwerkoperatoren in hun expansieplannen en investeringsbesluiten evalueren en in beschouwing nemen. Er kan in die zin ook overwogen worden om samen te werken, en dat zowel voor de <i>passieve</i> delen van het mobiele netwerk (bijvoorbeeld masten, gebouwen, enz.) als voor de <i>actieve</i> delen, die elektronische of optische apparaten voor signaalverwerking omvatten (zoals de basisstations en de controllers ervan). In de meest doorgedreven vorm kan het delen van infrastructures ook een bundeling van het radiospectrum met zich meebrengen.</p>
<p>La présente modification de l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « la loi ») touche spécifiquement à cette dernière modalité, à savoir le partage de fréquences, qu'elle entend ainsi encadrer. Ce qui est donc visé est l'utilisation commune des mêmes ressources en fréquences par plus d'un opérateur <i>soit</i> au même moment dans des espaces géographiques différents, <i>soit</i> dans le même espace géographique à des moments différents, <i>soit</i> au même moment et dans le même espace géographique.</p>	<p>Deze wijziging van artikel 19/1, §2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet") betreft specifiek deze laatste kwestie, namelijk het delen van frequenties, waarvoor die wijziging het kader wil scheppen. Wat dus wordt beoogd, is het gezamenlijke gebruik van dezelfde frequentiemiddelen door meer dan een operator <i>hetzij</i> op hetzelfde moment in verschillende geografische ruimten, <i>hetzij</i> in dezelfde geografische ruimte op andere momenten, <i>hetzij</i> op hetzelfde moment en in dezelfde geografische ruimte.</p>

<p>Avec l'essor de la 5G mobile, l'incitation au partage de spectre est accrue. En effet, la densification requise des réseaux dans les zones denses implique des coûts et démarches administratives supplémentaires que les opérateurs ont tout intérêt à vouloir limiter. En outre, les technologies et fréquences identifiées pour la 5G permettent une qualité de service et une bande passante bien supérieure avec des systèmes d'agrégation du spectre de deux opérateurs afin d'obtenir des canalisations plus larges.</p>	<p>Met de hoge vlucht van mobiele 5G is de aansporing om spectrum te delen toegenomen. De vereiste verdichting van de netwerken in dichtbevolkte gebieden houdt immers extra kosten en administratieve maatregelen in, waarbij de operatoren er alle belang bij hebben om die te beperken. Bovendien maken de technologieën en frequenties die voor 5G geïdentificeerd zijn, een veel betere dienstkwaliteit en meer bandbreedte mogelijk met systemen om spectrum van twee operatoren samen te voegen om bredere kanalen te verkrijgen.</p>
<p>Actuellement, les opérateurs sont relativement libres de partager l'ensemble de leurs infrastructures mobiles, en ce sens qu'aucun contrôle <i>spécifique</i> et <i>préalable</i> de ces opérations n'est prévu. Autrement dit, l'initiative est laissée au marché, sous réserve, s'agissant du spectre radioélectrique, de la possibilité pour le Roi d'imposer le partage, conformément à l'article 18, §1^{er}, alinéa, 1^{er}, 7^o de la loi visée par le présent projet. Il existe donc, sous réserve de l'application du droit de la concurrence, un vide juridique. Pour les raisons qui suivent, il convient de le combler s'agissant du partage de spectre.</p>	<p>Nu kunnen de operatoren in betrekkelijke vrijheid al hun mobiele infrastructures delen, in die zin dat er niet is voorzien in een <i>specifieke</i> en <i>voorafgaande</i> controle van die acties . Het initiatief wordt met andere woorden aan de markt overgelaten, onder voorbehoud, als het over het radiospectrum gaat, van de mogelijkheid voor de Koning om het delen op te leggen, overeenkomstig artikel 18, § 1, eerste lid, 7^o, van de wet die door het onderhavige ontwerp wordt beoogd. Onder voorbehoud van de toepassing van het mededingingsrecht is er dus een juridische leemte. Om de redenen die volgen moet die leemte worden opgevuld als het over het delen van spectrum gaat.</p>

<p>En premier lieu, la mutualisation de fréquences constitue une coopération de plus grande envergure que d'autres formes de partages de ressources de réseaux mobiles. À ce titre, elle a un impact direct, simultané et potentiellement significatif sur une pluralité d'intérêts dont la promotion et la réconciliation figurent parmi les impératifs cardinaux du droit des communications électroniques, à savoir : l'utilisation efficace et efficiente du spectre, l'investissement dans, et le développement de, réseaux mobiles, ainsi que la concurrence sur le marché. Les risques propres à chacun de ces intérêts sont, par nature, liés. Ainsi, le partage de spectre peut faire obstacle à la réalisation des objectifs d'investissement, d'innovation et de concurrence effective, dès lors qu'il réduit davantage la capacité des parties à se différencier entre elles. Le partage de fréquences peut, par ailleurs, ne pas être répliquable par les concurrents, les ressources spectrales étant limitées. Bien qu'un contrôle par l'Autorité belge de la concurrence est envisageable, son intervention serait, par définition, ex post et cantonnée aux effets sur la concurrence dont le bon fonctionnement est d'autant plus à risque que la mutualisation d'infrastructures est poussée, ce qu'un partage de spectre implique nécessairement. La présente modification de la loi se veut donc à la fois plus complète et globale.</p>	<p>Op de eerste plaats vormt het bundelen van frequenties een samenwerking van grotere omvang dan andere vormen van delen van middelen van mobiele netwerken. Daarbij heeft het een directe, gelijktijdige en potentieel beduidende impact op een veelheid aan belangen, waarvan de bevordering en de verzoening vermeld worden onder de hoofdeisen van het elektronische-communicatierecht, namelijk: het effectief en efficiënt gebruik van het spectrum, de investering in, en de ontwikkeling, van mobiele netwerken, alsook de mededinging op de markt. De risico's die eigen zijn aan elk van die belangen zijn, van nature, met elkaar verbonden. Zo kan het delen van spectrum in de weg staan van het verwezenlijken van de doelstellingen van investering, innovatie en daadwerkelijke mededinging, omdat het de capaciteit van de partijen om zich van elkaar te onderscheiden, meer beperkt. Het delen van frequenties mag, overigens, door de concurrenten niet gedupliceerd kunnen worden, omdat de spectrummiddelen beperkt zijn. Hoewel een controle door de Belgische Mededingingsautoriteit denkbaar is, zou haar interventie per definitie achteraf geschieden en beperkt zijn tot de gevolgen voor de mededinging waarvan de goede werking des te meer risico loopt naarmate de bundeling van infrastructuur verdergaat, wat het delen van spectrum noodzakelijkerwijs impliceert. Deze wijziging van de wet wil dus zowel vollediger als algemener zijn.</p>
<p>En second lieu, un contrôle préalable et spécifique du partage de spectre à l'initiative d'opérateurs apparaît nécessaire pour prévenir les imbroglios réglementaires. De fait, bien que la ligne de partage entre la mutualisation d'infrastructures de réseaux mobiles et le partage de spectre soit parfois ténue, il reste que l'utilisation du spectre est sujette à des règles particulières. Or, un accord de partage de spectre peut produire du contentieux à cet égard, notamment en matière de paiement des redevances et de respect d'éventuelles exigences de couverture et de quantité maximale de spectre pouvant être détenu par un opérateur (« spectrum cap »). Le contrôle préalable prévu par la présente modification de la loi permet de régler ces débats contentieux en amont, assurant ainsi la sécurité juridique.</p>	<p>Ten tweede lijkt het noodzakelijk om het delen van spectrum op initiatief van operatoren voorafgaand en specifiek te controleren om reglementaire verwickelingen te voorkomen. Hoewel de scheidingslijn tussen het bundelen van infrastructuur van mobiele netwerken en het delen van spectrum soms dun is, blijft het feit dat het gebruik van het spectrum de facto onderworpen is aan specifieke regels. Welnu, een overeenkomst inzake het delen van spectrum kan in dat opzicht geschillen doen ontstaan, met name inzake betaling van de rechten en de nakoming van eventuele eisen inzake dekking en maximale hoeveelheid spectrum die een operator in handen mag hebben ("spectrum cap"). De voorafgaande controle waarin deze wetswijziging voorziet, maakt het mogelijk om die discussies vooraf te regelen, waardoor de rechtszekerheid gegarandeerd wordt.</p>

<p>En troisième lieu, le partage de fréquences peut avoir des conséquences quant au brouillage préjudiciable. Sur ce point, il convient de relever que de telles opérations sont indirectement sujettes à un certain contrôle préalable. En effet, l'utilisation du spectre est soumise au respect de conditions techniques et opérationnelles nécessaires pour éviter les brouillages préjudiciables, lesquelles sont fixées par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (« IBPT ») en application de l'article 18, §1^{er}, alinéa 4, 1^o de la loi. Les décisions adoptées sur cette base prévoient toutes la possibilité pour les opérateurs de convenir de conditions « anti-brouillage préjudiciable » alternatives dont la teneur doit toutefois être approuvée par l'IBPT. Or, un tel arrangement et son autorisation par l'IBPT s'imposeront nécessairement puisqu'un partage de fréquences ne peut, techniquement, que méconnaître les conditions initialement fixées dans la ou les décisions pertinentes. La présente modification de la loi a donc également des visées d'efficacité et de sécurité administrative pour les opérateurs.</p>	<p>Ten derde kan het delen van frequenties gevolgen hebben in verband met schadelijke storing. Op dat punt moet worden opgemerkt dat dergelijke verrichtingen indirect onderworpen zijn aan een zekere voorafgaande controle. Het gebruik van het spectrum is immers onderworpen aan de naleving van technische en operationele voorwaarden die nodig zijn om schadelijke storing te vermijden en die door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie ("BIPT") vastgesteld worden overeenkomstig artikel 18, § 1, vierde lid, 1^o, van de wet. De besluiten die op grond daarvan aangenomen zijn, voorzien allemaal in de mogelijkheid voor de operatoren om alternatieve voorwaarden overeen te komen tegen schadelijke storing, waarvan de inhoud evenwel door het BIPT goedgekeurd moet worden. Nu zullen zo'n regeling en de instemming ermee door het BIPT onvermijdelijk nodig zijn, aangezien frequenties delen technisch gezien alleen maar kan betekenen dat de voorwaarden die aanvankelijk vastgesteld zijn in het relevante of de relevante besluiten, niet worden erkend. Deze wijziging van de wet heeft dus ook efficiëntie en administratieve zekerheid voor de operatoren tot doel.</p>
<p>Enfin, le partage de spectre, actuellement dépourvu d'un encadrement spécifique, peut souvent être fonctionnellement équivalent à une opération de location de fréquences qui, elle, est soumise à un mécanisme de contrôle spécifique et préalable. La présente modification de la loi poursuit donc aussi un but de cohérence.</p>	<p>Ten slotte kan het delen van spectrum, waarvoor momenteel geen specifiek kader bestaat, vaak functioneel gelijkwaardig zijn aan het verhuren van frequenties, dat wel onderworpen is aan een mechanisme van specifieke en voorafgaande controle. Deze wijziging van de wet streeft dus ook coherentie na.</p>
<p>Vu ce qui précède, la présente modification de la loi assujettit le partage de spectre à l'initiative du marché à un mécanisme de contrôle préalable et spécifique.</p>	<p>Gelet op hetgeen voorafgaat onderwerpt deze wijziging van de wet het delen van spectrum op initiatief van de markt aan een mechanisme van voorafgaande en specifieke controle.</p>
<p>L'approche proposée permet de prévenir les effets délétères que pourraient engendrer de tels accords tout en renforçant la sécurité juridique. En définitive, elle stimulera un partage proconcurrentiel, efficace et efficient du spectre, ce qui est de nature à favoriser l'investissement dans, et le développement de, réseaux mobiles au bénéfice des citoyens.</p>	<p>De voorgestelde aanpak maakt het mogelijk om de nadelige gevolgen waartoe dergelijke akkoorden zouden kunnen leiden, te voorkomen, terwijl toch de rechtszekerheid wordt versterkt. Per slot van zaken zal die aanpak een delen van het spectrum stimuleren dat de concurrentie bevordert, effectief en efficiënt is, hetgeen de investering in, en de ontwikkeling van, mobiele netwerken zal begunstigen ten voordele van de burgers.</p>

<p>Concrètement, la présente modification de la loi étend l'article 19/1, §2 de la loi en ajoutant que le partage de spectre requiert un assentiment préalable de l'IBPT suivant des modalités fixées par le Roi. Ce contrôle est global en ce sens que l'IBPT devra vérifier qu'un accord de partage de spectre envisagé n'engendrera, d'une part, ni brouillage préjudiciable ni atteinte à la concurrence et qu'il respectera, d'autre part, les conditions dont sont éventuellement assortis les droits d'utilisation.</p>	<p>Concreet breidt deze wijziging van de wet artikel 19/1, § 2, van de wet uit door toe te voegen dat het delen van spectrum een voorafgaande goedkeuring door het BIPT vereist volgens de nadere regels die door de Koning worden vastgesteld. Die controle is algemeen in die zin dat het BIPT zal moeten nagaan of een beoogde overeenkomst inzake het delen van spectrum enerzijds noch schadelijke storing, noch een aantasting van de mededinging zal teweegbrengen en anderzijds zal voldoen aan de voorwaarden die eventueel verbonden zijn aan de gebruiksrechten.</p>
<p>Le mécanisme proposé constitue une clarification bienvenue du cadre légal en vigueur. Celui-ci prévoit actuellement que l'IBPT agit en promouvant l'utilisation partagée du spectre radioélectrique pour des utilisations similaires ou différentes du spectre radioélectrique, conformément au droit de la concurrence. D'autre part, il est aussi stipulé que la possibilité de partager le spectre peut être prévue lorsque les droits d'utilisation du spectre radioélectrique sont assortis de conditions, notamment afin d'assurer une utilisation efficace et efficiente du spectre radioélectrique ou de renforcer la couverture. Dans le même temps, il est néanmoins dit que le partage du spectre radioélectrique n'est pas empêché dans les conditions dont sont assortis les droits d'utilisation du spectre radioélectrique. La présente modification de la loi assure donc la cohérence et la prévisibilité du cadre juridique applicable.</p>	<p>Het voorgestelde mechanisme vormt een welgekomen verduidelijking van het vigerende wettelijke kader. Dat bepaalt nu dat het BIPT handelt door het gedeeld gebruik van het radiospectrum voor soortgelijke of verschillende toepassing van radiospectrum te bevorderen in overeenstemming met het mededingingsrecht. Anderzijds wordt ook bepaald dat in de mogelijkheid om het spectrum te delen kan worden voorzien, wanneer aan de gebruiksrechten voor radiospectrum voorwaarden verbonden zijn, met name om te zorgen voor een effectief en efficiënt gebruik van het spectrum of om de dekking te versterken. Tegelijk wordt niettemin gezegd dat het delen van het radiospectrum niet verhinderd wordt met de voorwaarden die verbonden zijn aan de gebruiksrechten voor radiospectrum. Deze wijziging van de wet garandeert dus de coherentie en de voorspelbaarheid van het toepasselijke juridische kader.</p>
COMMENTAIRE DES ARTICLES	ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING
CHAPITRE 1^{ER} – Objet	HOOFDSTUK 1. – Voorwerp
Article 1^{er}.	Artikel 1
Cet article ne nécessite aucun commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Article 2	Artikel 2
L'article 2, 1° rectifie une erreur dans le texte néerlandais de l'article 19/1, § 2, alinéa 2. En effet, il est question ici du partage du spectre radioélectrique (en néerlandais, "delen van	Artikel 2, 1° zet een vergissing recht in de Nederlandse tekst van artikel 19/1, § 2, tweede lid. Het gaat hier immers om het delen van radiospectrum (in het Frans "le partage du

radiospectrum") et non de l'utilisation partagée du spectre radioélectrique telle que définie à l'article 2, 33/4° de la loi modifiée (en néerlandais, "gedeeld gebruik van radiospectrum").	spectre radioélectrique") en niet om gedeeld gebruik van radiospectrum zoals gedefinieerd in artikel 2, 33/4° van de wet die gewijzigd wordt (in het Frans "utilisation partagée du spectre radioélectrique").
La partie restante de l'article 2 instaure le mécanisme d'autorisation du partage de spectre décrit ci-dessus.	Het resterende deel van artikel 2 stelt het mechanisme van toestemming voor het delen van spectrum in, dat hierboven beschreven wordt.
Dans le cadre de son examen, l'IBPT est notamment tenu de veiller à ce que le partage envisagé n'emporte pas d'atteinte à la concurrence. À cet effet, il est nécessaire de tenir compte, par exemple, des parts de marché, des technologies et bandes de spectre couvertes par l'accord envisagé, sa portée géographique et son caractère réversible ou non.	In het kader van zijn onderzoek moet het BIPT met name erop toezien dat het beoogde delen geen aantasting van de mededinging tot gevolg heeft. Daartoe moet rekening worden gehouden met bijvoorbeeld de marktaandelen, de technologieën en frequentiebanden waarop de beoogde overeenkomst betrekking heeft, de geografische reikwijdte ervan en de al dan niet omkeerbaarheid ervan.
L'IBPT doit également s'assurer du respect des (éventuelles) conditions dont sont assortis les droits d'utilisation sujets à partage. À cet égard, une attention particulière devra notamment être portée sur le paiement des redevances ainsi que sur les éventuelles obligations en matière de couverture et de quantité maximale de spectre pouvant être détenue par un opérateur (« spectrum cap »).	Het BIPT moet ook de naleving controleren van de (eventuele) voorwaarden die verbonden worden aan de gedeelde gebruiksrechten. In dat opzicht zal bijzondere aandacht moeten worden besteed aan de betaling van de rechten, alsook aan de eventuele verplichtingen inzake dekking en maximale hoeveelheid spectrum die een operator in handen mag hebben ("spectrum cap").
Quant aux modalités pratiques du mécanisme, délégation est faite au Roi pour les définir.	Voor de vaststelling van de praktische regeling van het mechanisme wordt aan de Koning delegatie gegeven.
Enfin, à des fins de clarté, la référence à l'application continue du droit de la concurrence est déplacée dans un nouvel alinéa.	Ten slotte wordt ter verduidelijking de verwijzing naar de doorlopende toepassing van het mededingingsrecht verplaatst naar een nieuw lid.

Avant-projet de loi	Voorontwerp van wet
PHILIPPE, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.	FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Sur la proposition du Ministre des Télécommunications ;	Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie;
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:

Le Ministre des Télécommunications est chargé de présenter et de déposer au Parlement le projet de loi dont la teneur suit :	De Minister van Telecommunicatie is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan het Parlement voor te leggen en in te dienen:
CHAPITRE 1^{er}. – Objet	HOOFDSTUK 1. - Voorwerp
Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
CHAPITRE 2 - Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2 - Wijzigingen aan de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Art. 2. À l'article 19/1, paragraphe 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, remplacé par la loi du 21 décembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 2. In artikel 19/1, paragraaf 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, vervangen bij de wet van 21 december 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° dans le texte néerlandais, les mots « gedeeld gebruik » sont remplacés par le mot « delen ».	1° de woorden “gedeeld gebruik” worden vervangen door het woord “delen”;
2° à l’alinéa 2, la première phrase se terminant par le mot « radioélectrique » est complétée par ce qui suit : « , mais requiert l’autorisation de l’Institut au cas par cas, suivant les modalités arrêtées par le Roi sur proposition de l’Institut ou d’initiative, sur avis de l’Institut. ».	2° in het tweede lid wordt de eerste zin die eindigt op het woord “verhinderd” aangevuld als volgt: “, maar dit vereist per geval de toestemming van het Instituut volgens de nadere regels vastgesteld door de Koning op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, op advies van het Instituut”.
3° à l’alinéa 2, la deuxième phrase débutant par les mots « La mise en œuvre » est déplacée de l’alinéa 2 vers un nouvel alinéa 4.	3° in het tweede lid wordt de tweede zin die begint met de woorden “Bij de uitvoering” verplaatst van het tweede lid naar een nieuw vierde lid.
4° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l’alinéa 2 et le nouvel alinéa 4 : « Sans préjudice de la nécessité de veiller à l’absence d’atteinte à la concurrence, l’Institut autorise des opérateurs à partager des droits d’utilisation du spectre radioélectrique dans la mesure où sont assurés la prévention du brouillage préjudiciable et le respect des conditions dont sont assortis les droits d’utilisation. ».	4° tussen het tweede en het nieuwe vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidende: “Onverminderd de noodzaak om erop toe te zien dat de mededinging niet wordt aangetast, geeft het Instituut operatoren de toestemming om gebruiksrechten voor radiospectrum te delen, voor zover schadelijke storing voorkomen wordt en de voorwaarden die aan de gebruiksrechten verbonden zijn, worden nageleefd”.
Promulguons la présente loi, ordonnons qu’elle soit revêtue du sceau de l’Etat et publiée par le <i>Moniteur belge</i> .	Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ‘s Lands zegel zal worden bekleed en door het <i>Belgisch Staatsblad</i> zal worden bekendgemaakt.
Donné à Bruxelles, le	Gegeven te Brussel,
PHILIPPE Par le Roi :	FILIP Van Koningswege :

La Vice-Première ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste,	De Vice-eersteminister en minister van Ambtenarenzaken en Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post,
P. DE SUTTER	P. DE SUTTER
Scellé du sceau de l'Etat :	Met 's Lands zegel gezegeld :
Le Ministre de la Justice,	De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE	V. VAN QUICKENBORNE

Annexe 2. Version coordonnée de l'article 19/1, §2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques

Version coordonnée de l'article 19/1 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	Gecoördineerde versie van artikel 19/1 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
<p>Art. 19/1. § 1er. Les droits d'utilisation du spectre radioélectrique sont assortis de conditions conformément à l'article 18, § 1er, de façon à garantir l'utilisation optimale et la plus efficace et efficiente du spectre radioélectrique. Avant l'attribution ou le renouvellement de ces droits, toutes ces conditions, parmi lesquelles le niveau d'utilisation requis et les possibilités de satisfaire à cette exigence par le négoce ou la location afin d'assurer la mise en œuvre de ces conditions conformément à l'article 21 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, sont établies clairement. Les conditions dont sont assortis les renouvellements des droits d'utilisation du spectre radioélectrique ne procurent pas d'avantages indus aux titulaires existants de ces droits.</p>	<p>Art. 19/1. § 1. Aan de gebruiksrechten voor radiospectrum worden voorwaarden verbonden overeenkomstig artikel 18, § 1, waarbij zij zorgen voor het optimale en het meest doeltreffende en efficiënte gebruik van radiospectrum. Voordat overgegaan wordt tot toekenning of verlenging van die rechten, wordt een duidelijke omschrijving gegeven van al deze voorwaarden, met inbegrip van het vereiste gebruiksniveau en de mogelijkheid om die verplichting na te leven door te verhandelen of te verhuren, teneinde de uitvoering van die voorwaarden overeenkomstig artikel 21 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector te waarborgen. Voorwaarden verbonden aan de verlenging van gebruiksrechten voor radiospectrum mogen voor bestaande houders van dergelijke rechten geen onrechtmatige voordelen opleveren.</p>
<p>Ces conditions précisent les paramètres applicables, y compris le délai pour exercer les droits d'utilisation, dont le non-respect donnerait à l'Institut le droit de retirer le droit d'utilisation conformément à l'article 18, § 3, ou d'imposer d'autres mesures.</p>	<p>In dergelijke voorwaarden worden de toepasselijke parameters gespecificeerd, waaronder de eventuele deadline voor de uitoefening van de gebruiksrechten; indien deze niet worden nagekomen, heeft het Instituut het recht het gebruiksrecht in te trekken overeenkomstig artikel 18, § 3, of andere maatregelen op te leggen.</p>
<p>Les parties intéressées sont consultées et informées, en temps utile et de façon transparente, au sujet des conditions dont sont assortis les droits d'utilisation du spectre radioélectrique avant de les imposer. Les critères pour l'évaluation de la réalisation de ces conditions sont déterminées au préalable et les parties intéressées en sont informées de manière transparente.</p>	<p>De belanghebbende partijen worden tijdig en op transparante wijze geraadpleegd en geïnformeerd over de voorwaarden verbonden aan gebruiksrechten voor radiospectrum voordat deze worden opgelegd. De criteria voor de beoordeling van de naleving van die voorwaarden worden van tevoren vastgelegd en de belanghebbende partijen worden daarvan op transparante wijze in kennis gesteld.</p>

<p>§ 2. Lorsque les droits d'utilisation du spectre radioélectrique sont assortis de conditions, les possibilités suivantes peuvent être prévues, notamment afin d'assurer une utilisation efficace et efficiente du spectre radioélectrique ou de renforcer la couverture:</p> <p>1° partager des infrastructures passives ou actives qui dépendent du spectre radioélectrique ou partager le spectre radioélectrique;</p> <p>2° conclure des accords commerciaux pour l'accès par itinérance;</p> <p>3° déployer conjointement des infrastructures pour la fourniture de réseaux ou de services qui dépendent de l'utilisation du spectre radioélectrique.</p>	<p>§ 2. Wanneer voorwaarden worden verbonden aan gebruiksrechten voor radiospectrum, kunnen, met name om een doeltreffend en efficiënt gebruik van radiospectrum te waarborgen of dekking te bevorderen, de volgende mogelijkheden worden geboden tot:</p> <p>1° <u>[delen]</u> van passieve of actieve infrastructuur die van radiospectrum afhankelijk is, of van radiospectrum zelf;</p> <p>2° commerciële overeenkomsten inzake roamingtoegang;</p> <p>3° de gezamenlijke uitrol van infrastructuur voor het aanbieden van netwerken of diensten die afhankelijk zijn van het gebruik van radiospectrum.</p>
<p>Le partage du spectre radioélectrique n'est pas empêché dans les conditions dont sont assortis les droits d'utilisation du spectre radioélectrique <u>[, mais requiert une autorisation de l'Institut au cas par cas, suivant les modalités arrêtées par le Roi sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut].</u></p>	<p>Met de voorwaarden die verbonden zijn aan de gebruiksrechten voor radiospectrum, wordt het <u>[delen]</u> van radiospectrum niet verhinderd<u>[, maar dit vereist per geval de toestemming van het Instituut volgens de nadere regels die vastgesteld worden door de Koning op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, op advies van het Instituut].</u></p>
<p><u>[Sans préjudice de la nécessité de veiller à l'absence d'atteinte à la concurrence, l'Institut autorise des opérateurs à partager des droits d'utilisation du spectre radioélectrique dans la mesure où sont assurés la prévention du brouillage préjudiciable et le respect des conditions dont sont assortis les droits d'utilisation].</u></p>	<p><u>[Onverminderd de noodzaak om erop toe te zien dat de mededinging niet wordt aangetast, geeft het Instituut operatoren de toestemming om gebruiksrechten voor radiospectrum te delen, voor zover schadelijke storing voorkomen wordt en de voorwaarden die aan de gebruiksrechten verbonden zijn, worden nageleefd].</u></p>
<p>[La mise en œuvre, par les entreprises, des conditions imposées en application du présent paragraphe reste soumise au droit de la concurrence.]</p>	<p>[Bij de uitvoering van op grond van deze paragraaf verbonden voorwaarden leven ondernemingen het mededingingsrecht na.]</p>

Annexe 3. **Projet d'arrêté royal concernant les accords de partage de spectre à l'initiative d'opérateurs**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Arrêté royal concernant les accords de partage de spectre à l'initiative d'opérateurs	... - Koninklijk besluit betreffende de overeenkomsten inzake het delen van spectrum op initiatief van de operatoren
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralités	Algemeen
Le présent arrêté définit les modalités du contrôle par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après "IBPT") du partage de spectre à l'initiative d'opérateurs, en application de l'article 19/1, §2, alinéa 2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "la loi").	Dit besluit definieert de nadere bepalingen voor de controle door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna het "BIPT") op het delen van spectrum op initiatief van de operatoren, in toepassing van artikel 19/1, § 2, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "de wet").
Le partage de spectre est l'une des modalités possibles de mise en commun d'éléments de réseau mobile. Techniquement, une distinction peut être faite entre le partage d'infrastructures <i>passives</i> (telles que les pylônes, les locaux, etc.) et le partage de parties <i>actives</i> (par exemple, les équipements radio). La mutualisation de fréquences appartient à cette seconde catégorie. En effet, bien que le spectre ne soit ni un élément passif ni un élément actif du réseau, son utilisation dépend d'infrastructures actives.	Het delen van spectrum is een van de mogelijkheden voor het bundelen van mobiel-netwerkelementen. Technisch gezien kan er een onderscheid gemaakt worden tussen het delen van <i>passieve</i> infrastructures (zoals masten, lokalen, enz.) en het delen van <i>actieve</i> infrastructures (bijvoorbeeld de radioapparatuur). Het bundelen van frequenties behoort tot die tweede categorie. Hoewel het spectrum noch een passief noch een actief netwerkelement vormt, hangt het gebruik ervan af van actieve infrastructures.

<p>Le partage d'infrastructures passives est pratique courante en Europe et en Belgique depuis de nombreuses années. Les regroupements d'éléments actifs se sont quant à eux développés plus tardivement en raison des risques qu'ils font peser sur la concurrence. La mutualisation de fréquences, qui implique une coopération particulièrement poussée entre les opérateurs concernés, exacerbe ces risques et demeure encore balbutiante à l'échelle de l'Union européenne. Le spectre étant une ressource rare et sujette à des règles spécifiques, son partage a d'ailleurs longtemps été interdit.</p>	<p>Het delen van passieve infrastructuur is al jarenlang een gangbare praktijk in Europa en België. De samenvoegingen van actieve elementen werden echter pas later uitgewerkt wegens de risico's dat dat inhoudt voor de concurrentie. Het bundelen van frequenties, dat een bijzonder verregaande samenwerking tussen de betrokken operatoren vergt, verscherpt die risico's en blijft voorlopig nog in zijn kinderschoenen staan op Europees niveau. Aangezien het spectrum een schaars middel is en onderhevig is aan specifieke regels, werd het delen ervan overigens lang verboden.</p>
<p>En vue de promouvoir les investissements et l'innovation dans les réseaux mobiles, le cadre légal a été adapté de sorte qu'il n'est désormais plus possible d'empêcher le partage de spectre dans les conditions dont sont assortis les droits d'utilisation. Le législateur belge a toutefois prévu dans la loi que de tels accords sont assujettis à un contrôle préalable et global par l'IBPT suivant les modalités arrêtées par le Roi. C'est l'objet du présent arrêté royal.</p>	<p>Om de investeringen en innovatie op het vlak van de mobiele netwerken te bevorderen, werd het wettelijke kader aangepast zodat het voortaan niet langer mogelijk is om het delen van spectrum te verhinderen indien voldaan is aan de voorwaarden verbonden aan de gebruiksrechten. De Belgische wetgever heeft echter in de wet wel vastgelegd dat dergelijke overeenkomsten onderhevig zijn aan een voorafgaande globale controle door het BIPT volgens de nadere regels vastgelegd door de Koning. Dat is het voorwerp van dit koninklijk besluit.</p>
<p>Commentaire article par article</p>	<p>Artikelsgewijze bespreking</p>
<p>Article 1^{er}</p>	<p>Artikel 1</p>
<p>Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté, en particulier la notion de "partage des droits d'utilisation du spectre radioélectrique". Cette dernière est définie suivant les termes repris dans l'exposé des motifs de la loi du XX/XX/202X portant modification de l'article 19/1, §2 de la loi.</p>	<p>Dit artikel definieert een aantal termen die in het besluit voorkomen, in het bijzonder het begrip van "delen van de gebruiksrechten voor radiospectrum". Dat laatste wordt gedefinieerd volgens de bewoording opgenomen in de memorie van toelichting bij de wet van XX/XX/202X houdende wijziging van artikel 19/1, § 2, van de wet.</p>
<p>L' "opérateur d'accès radioélectrique" est un opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation du spectre radioélectrique à la suite soit d'une procédure d'attribution basée sur l'article 18, §1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi, soit d'une procédure de cession conforme à l'article 19 de la loi.</p>	<p>De "radiotoegangsoperator" is een operator die gebruiksrechten voor radiospectrum heeft verworven, verleend ofwel door middel van een procedure voor toewijzing krachtens artikel 18, § 1, eerste lid, van de wet, ofwel door middel van een procedure voor overdracht in overeenstemming met artikel 19 van de wet.</p>

<p>Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et de "groupe pertinent" sont identiques à celles utilisées dans l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz, l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz et les arrêtés royaux du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, 1427-1517 MHz, ainsi que 3400-3800 MHz.</p>	<p>De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz, het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz en de koninklijke besluiten van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz, 1427-1517 MHz evenals 3400-3800 MHz.</p>
Article 2	Artikel 2
<p>Cette disposition s'inscrit dans le prolongement du mécanisme de contrôle du partage de spectre entériné par le législateur.</p>	<p>Deze bepaling kadert in de verlenging van het mechanisme voor controle op het delen van spectrum bekrachtigd door de wetgever.</p>
<p>En pratique, le partage de spectre peut recouvrir différentes formes. Par exemple, un opérateur 1 peut accepter de partager sa fréquence A avec un opérateur 2 avec ou sans réciprocité (c'est-à-dire, avec ou sans partage, par l'opérateur 2, d'une fréquence B avec l'opérateur 1). Ainsi que la définition du concept retenue dans le présent arrêté le suggère, le partage de spectre peut aussi impliquer des modalités temporelle et spatiale particulières.</p>	<p>In de praktijk kan het delen van spectrum verschillende vormen aannemen. Operator 1 kan bijvoorbeeld akkoord gaan om zijn frequentie A te delen met operator 2, met of zonder wederkerigheid (nl. ongeacht of operator 2 een frequentie B deelt met operator 1 of niet). Net zoals de definitie van het in dit besluit beschouwde begrip doet vermoeden, kan het delen van spectrum ook specifieke temporele of ruimtelijke bepalingen inhouden.</p>
<p>Conformément à l'article 19/1, §2, alinéa 3 de la loi, l'IBPT doit s'assurer que le partage de spectre envisagé n'engendrera ni brouillage préjudiciable ni atteinte à la concurrence et qu'il respectera les conditions dont sont assortis les droits d'utilisation. Pour autant que ces paramètres sont respectés, l'IBPT ne peut donc pas s'opposer à la manière choisie par les parties pour mettre en œuvre l'opération de partage envisagée.</p>	<p>Conform artikel 19/1, § 2, derde lid van de wet, moet het BIPT zich ervan vergewissen dat het beoogde spectrumdelen noch tot schadelijke storingen zal leiden noch de concurrentie zal schaden en dat het conform de voorwaarden verbonden aan de gebruiksrechten zal verlopen. Op voorwaarde dat die parameters in acht worden genomen, kan het BIPT zich dus niet verzetten tegen de manier die de partijen hebben gekozen om het beoogde delen ten uitvoer te brengen.</p>

<p>À cet égard, une attention particulière devra notamment être portée sur le paiement des redevances ainsi que sur les éventuelles obligations en matière de couverture et de quantité maximale de spectre pouvant être détenu par un opérateur (« spectrum cap »). Cela signifie, en particulier, qu'une opération de partage de spectre ne peut pas permettre à un opérateur (ou un groupe pertinent par rapport à cet opérateur) de contourner un spectrum cap d'application dans une bande de fréquences donnée. Pour s'en assurer, l'IBPT appliquera la formule suivante pour chaque partie à l'opération de partage envisagée :</p> $\frac{Qté\ spectre\ partagé}{\# parties} + Qté\ spectre\ détenu\ en\ propre$ <p>Par exemple, si l'on suppose trois opérateurs (1) détenant chacun 10 MHz dans une bande de fréquences donnée sujette à un spectrum cap de 10 MHz et (2) souhaitant mettre en place un réseau commun exploitant 18 MHz : une opération suivant laquelle chaque partie partage 6 MHz n'entraînerait aucune violation du spectrum cap ($\frac{6 \times 3}{3} + 4 = 10$). L'inverse serait vrai en cas d'asymétrie dans les apports en fréquences.</p>	<p>In dat opzicht zal bijzondere aandacht moeten worden besteed aan de betaling van de rechten, alsook aan de eventuele verplichtingen inzake dekking en maximale hoeveelheid spectrum die een operator in handen mag hebben ("spectrum cap"). Dat betekent in het bijzonder dat het spectrumdelen een operator (of een relevante groep ten opzichte van die operator) niet in staat mag stellen om een in een gegeven frequentieband toepasselijke spectrum cap te omzeilen. Om zich daarvan te vergewissen zal het BIPT de volgende formule toepassen voor elke partij betrokken bij het beoogde delen:</p> $\frac{Hoev.\ gedeeld\ spectrum}{\# partijen} + Hoev.\ eigen\ spectrum$ <p>Als we bijvoorbeeld uitgaan van drie operatoren die (1) elk 10 MHz hebben in een gegeven frequentieband, onderhevig aan een spectrum cap van 10 MHz en die (2) een gemeenschappelijk netwerk wensen op te zetten waarop ze 18 MHz exploiteren, waarbij elke partij 6 MHz deelt, zou dit geen enkele schending van de spectrum cap inhouden ($\frac{6 \times 3}{3} + 4 = 10$). Het omgekeerde zou het geval zijn bij asymmetrie in de frequentieaandelen.</p>
<p>En tout état de cause, l'opérateur d'accès radioélectrique dont les droits d'utilisation du spectre radioélectrique sont partagés reste le point de contact et le responsable vis-à-vis de l'IBPT en ce qui concerne ces fréquences partagées. Ainsi, les redevances de mise à disposition des fréquences en question sont intégralement dues par cet opérateur. De même, ce dernier est tenu de respecter les obligations découlant de la coordination transfrontalière et les obligations en matière de communication d'informations à l'IBPT. C'est donc, plus généralement, vers cet opérateur que l'IBPT se tournera en cas de méconnaissance des conditions qui assortiraient les droits d'utilisation dont il est le titulaire.</p>	<p>Hoe dan ook blijft de radiotoegangsoperator van wie de gebruiksrechten voor radiospectrum worden gedeeld, het contactpunt en de verantwoordelijke ten aanzien van het BIPT wat betreft deze gedeelde frequenties. Aldus zijn de rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties in kwestie integraal verschuldigd door deze operator. Zo moet deze laatste ook de verplichtingen nakomen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie evenals de verplichtingen inzake het verstrekken van informatie aan het BIPT. Het is dus, meer in het algemeen, tot die operator dat het BIPT zich zal wenden indien de voorwaarden die verbonden zouden zijn aan de gebruiksrechten waarover hij beschikt niet erkend worden.</p>
<p>Article 3</p>	<p>Artikel 3</p>

<p>Afin de permettre à l'IBPT de contrôler le partage de fréquences, celui-ci doit disposer des informations nécessaires. C'est pourquoi cet article prévoit un certain nombre d'informations qui doivent absolument être transmises à l'IBPT lors de la demande d'autorisation de partage et permet à l'IBPT de demander toutes les informations supplémentaires nécessaires. L'IBPT ne peut bien entendu communiquer s'il marque ou non son accord sur le partage de fréquences que lorsqu'il a obtenu les informations nécessaires. Pour donner aux intéressés une idée du temps requis pour compléter la procédure, il est stipulé que la demande d'informations supplémentaires et la décision finale de l'Institut doivent avoir lieu dans un délai déterminé.</p>	<p>Om de controle door het BIPT op het delen van frequenties mogelijk te maken, dient het BIPT over de nodige informatie te beschikken. Daarom schrijft dit artikel een bepaald aantal inlichtingen voor die zeker aan het BIPT moeten worden verstrekt bij het verzoek om toestemming voor het delen en geeft het aan het BIPT de mogelijkheid om alle nodige bijkomende informatie te vragen. Vanzelfsprekend kan het BIPT pas meedelen of het al dan niet met het delen van de frequenties instemt wanneer het de nodige informatie gekregen heeft. Om de betrokkenen een idee te geven van de tijd die vereist is om de procedure te volbrengen, wordt aangegeven dat het verzoek om bijkomende informatie en de uiteindelijke beslissing van het Instituut binnen een bepaalde termijn moeten plaatsvinden.</p>
<p>Si certains des éléments constituant l'essence du partage sont modifiés après que l'IBPT a marqué son accord sur le partage, l'autorisation doit être redemandée vu que l'autorisation initiale a en réalité été donnée pour un autre partage.</p>	<p>Indien bepaalde van de elementen die de essentie van het delen uitmaken wijzigen nadat het BIPT zijn instemming met het delen gegeven heeft, dient men opnieuw toestemming te vragen aangezien de oorspronkelijke toestemming dan in feite gegeven werd voor een ander geval.</p>
<p>L'IBPT doit donc réaliser un examen pour chaque demande. L'IBPT examine les informations reçues lors de la demande, mais regarde aussi si des informations supplémentaires sont nécessaires.</p>	<p>Voor elke aanvraag dient dus door het BIPT een onderzoek te gebeuren. Het BIPT bekijkt de bij het verzoek ontvangen inlichtingen maar ook of bijkomende inlichtingen nodig zijn.</p>
<p>Afin de couvrir les frais d'étude qu'elles engendrent, chaque demande donne lieu au paiement d'une redevance de 1000 euros.</p>	<p>Om de studiekosten die dat met zich brengt te dekken dient voor elk verzoek een recht van 1.000 euro te worden betaald.</p>
<p>Par hypothèse, seuls des opérateurs au sens de l'article 2, 11° de la loi sont concernés puisque la disposition de la loi dont le présent arrêté assure l'exécution a trait au spectre radioélectrique couvert par des droits d'utilisation au sens de l'article 2, 33/5° de la loi (c'est-à-dire, du spectre utilisé entièrement ou partiellement pour la fourniture de réseaux publics de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public).</p>	<p>Hypothetisch gesproken zijn enkel de operatoren in de zin van artikel 2, 11°, van de wet betrokken aangezien de wettelijke bepaling waarvan de uitvoering wordt verzekerd door dit besluit, betrekking heeft op het radiospectrum dat gedekt is door gebruiksrechten in de zin van artikel 2, 33/5° van de wet (namelijk spectrum dat geheel of gedeeltelijk gebruikt wordt voor het aanbieden van openbare elektronische-communicatienetwerken of voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiediensten).</p>
<p>Article 4</p>	<p>Artikel 4</p>

Afin de garantir la transparence nécessaire, les parties, après réception de l'accord de l'IBPT, doivent encore informer l'IBPT si le partage des fréquences a effectivement lieu. Grâce à la fourniture d'une copie de la convention, l'IBPT saura clairement à partir de quel moment le partage prend effet ou si celui-ci est limité dans le temps ou non.	Om de nodige transparantie te verzekeren, moeten de partijen na ontvangst van het akkoord van het BIPT het ook nog aan het BIPT laten weten als het delen van de frequenties daadwerkelijk plaatsvindt. Door het verstrekken van een kopie van de overeenkomst is het voor het BIPT duidelijk vanaf wanneer het delen ingaat en of het al dan niet beperkt is in de tijd.
Dans tous le cas, le partage prend fin à l'expiration du délai d'attribution des droits d'utilisation partagés.	Het delen eindigt in elk geval bij het verstrijken van de termijn van toewijzing van de gedeelde gebruiksrechten.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,

... - Arrêté royal concernant les accords de partage de spectre à l'initiative d'opérateurs	... - Koninklijk besluit betreffende de overeenkomsten inzake het delen van spectrum op initiatief van de operatoren
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 19/1, §2 modifié par la loi du [] 202[] ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie,
Vu la consultation publique du ... au ... 2023 ;	Gelet op de openbare raadpleging van ... tot ...;
Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le ... ;	Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op ...;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le ... ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op ...;
Vu l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le ... ;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op ...;

Vu la consultation du ... au ... du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van ... tot ... van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu l'accord du Comité de concertation du ... ;	Gelet op de akkoordbevinding van het Overlegcomité van ...;
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 ^o , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1^{er}. - Terminologie et définitions	HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.
Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :	Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 ^o "terminal": station de radiocommunications connectée par voie hertzienne à une station de base ;	1 ^o "eindtoestel": radiocommunicatiestation dat draadloos verbonden is met een basisstation;
2 ^o "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base;	2 ^o "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3 ^o "opérateur d'accès radioélectrique": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation du spectre radioélectrique ;	3 ^o "radiotoegangsoperator": operator die gebruiksrechten voor radiospectrum heeft verworven;
4 ^o "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1 ^{re} , Livre 1 ^{er} , Titre 4, Chapitre 1 ^{er} , étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;	4 ^o "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;

<p>5° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") : a) la première personne, et ; b) toute personne contrôlée par la première personne, et ; c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ; d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ; e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1^{re}, Livre 1^{er}, Titre 4, Chapitre 2 ;</p>	<p>5° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"): a) de eerste persoon, en; b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en; c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en; d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en; e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel I, Boek I, Titel IV, Hoofdstuk II;</p>
<p>6° "conditions dont sont assortis les droits d'utilisation" : conditions fixées en application de de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, ainsi qu'aux dispositions auxquelles cet article fait référence, définissant les modalités auxquelles un opérateur d'accès radioélectrique est soumis pour l'exercice de ses droits d'utilisation du spectre radioélectrique;</p>	<p>6° "aan de gebruiksrechten verbonden voorwaarden": voorwaarden vastgelegd krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, alsook betreffende de bepalingen waaraan dit artikel refereert en waarin de nadere bepalingen worden gedefinieerd waaraan een radiotoegangsoperator is onderworpen voor de uitoefening van zijn gebruiksrechten voor radiospectrum;</p>
<p>7° : "partage des droits d'utilisation du spectre radioélectrique" : opération aboutissant à l'utilisation commune des mêmes ressources en fréquences par plus d'un opérateur soit au même moment dans des espaces géographiques différents, soit dans le même espace géographique à des moments différents, soit au même moment et dans le même espace géographique.</p>	<p>7° : "delen van de gebruiksrechten voor radiospectrum": actie die leidt tot het gezamenlijke gebruik van dezelfde frequentiemiddelen door meer dan een operator hetzij op hetzelfde moment in verschillende geografische ruimten, hetzij in dezelfde geografische ruimte op andere momenten, hetzij op hetzelfde moment en in dezelfde geografische ruimte.</p>
<p>Art 2. §1^{er} Les opérateurs peuvent partager entièrement ou partiellement les droits d'utilisation du spectre radioélectrique qu'ils détiennent.</p>	<p>Art 2. § 1. De operatoren mogen de gebruiksrechten voor het radiospectrum in hun bezit volledig of gedeeltelijk delen.</p>
<p>§2. Chaque opérateur d'accès radioélectrique, dont les droits d'utilisation du spectre radioélectrique sont partagés, reste responsable du respect des conditions assortissant ses droits d'utilisation.</p>	<p>§ 2. Elke radiotoegangsoperator van wie de gebruiksrechten voor radiospectrum gedeeld worden, blijft verantwoordelijk voor de naleving van de voorwaarden verbonden aan zijn gebruiksrechten.</p>
<p>Pour l'application des dispositions réglementaires limitant la quantité de spectre pouvant être détenu par un groupe pertinent par rapport à un opérateur, le calcul se fait, pour chaque partie à l'accord de partage envisagé, en ajoutant au total du spectre radioélectrique concerné par l'accord et proratisé par le nombre de parties, la quantité de spectre radioélectrique restant détenu en propre.</p>	<p>Voor de toepassing van de regelgevende bepalingen ter beperking van de hoeveelheid spectrum die een relevante groep ten opzichte van een operator in handen mag hebben, gebeurt de berekening voor elke partij betrokken bij de beoogde overeenkomst inzake delen, door aan het totaal van het radiospectrum waarop de overeenkomst betrekking heeft en dat naar rata van het aantal partijen wordt bepaald, de hoeveelheid radiospectrum dat in eigen handen blijft, toe te voegen.</p>

Art 3. §1^{er} Les opérateurs qui souhaitent partager des droits d'utilisation du spectre radioélectrique introduisent à cet effet une demande d'autorisation auprès de l'Institut.	Art 3. § 1. De operatoren die gebruiksrechten voor frequenties wensen te delen, dienen daartoe een verzoek in bij het Instituut.
La demande contient au minimum les renseignements suivants:	De aanvraag bevat ten minste de volgende inlichtingen:
1° les fréquences concernées;	1° de frequenties die betrokken zouden zijn;
2° les zones géographiques concernées;	2° de geografische zones die betrokken zouden zijn;
3° les modalités techniques du partage.	3° de technische voorwaarden voor het delen.
Toute demande donne lieu au paiement d'une redevance de 1000 euros destinée à couvrir les frais d'étude du dossier.	Elke aanvraag geeft aanleiding tot de betaling van een recht van 1.000 euro bestemd om de kosten voor het onderzoek van het dossier te dekken.
§2. L'Institut peut demander dans les six semaines de la réception des informations visées au paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2 toutes les informations supplémentaires dont il a besoin pour marquer ou non son accord sur le partage des droits d'utilisation du spectre radioélectrique.	§ 2. Het Instituut kan binnen de zes weken na ontvangst van de in paragraaf 1, tweede lid bedoelde informatie alle bijkomende inlichtingen vragen die het nodig heeft om al dan niet met het delen van de gebruiksrechten voor frequenties in te stemmen.
Si l'Institut n'a pas demandé d'informations supplémentaires, il communique sa décision dans les six mois qui suivent la réception des informations visées au paragraphe 1 ^{er} , alinéa 2.	Indien het Instituut geen bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen zes maanden na ontvangst van de informatie bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.
Si l'Institut a demandé des informations supplémentaires, il communique sa décision dans les six mois qui suivent la réception de celles-ci.	Indien het Instituut bijkomende inlichtingen gevraagd heeft, deelt het zijn beslissing mee binnen zes maanden na de ontvangst daarvan.
Art 4. Tout partage des droits d'utilisation du spectre radioélectrique est communiqué à l'Institut par les opérateurs concernés, avec une copie de la convention de partage des droits d'utilisation du spectre radioélectrique. La résiliation de la convention doit également être communiquée à l'Institut par les opérateurs concernés. L'Institut publie le partage des droits d'utilisation du spectre radioélectrique sur son site Internet.	Art 4. Elk delen van gebruiksrechten voor frequenties, wordt door de betrokken radiotoegangsoperatoren meegedeeld aan het Instituut, samen met een kopie van de overeenkomst tot delen van gebruiksrechten voor frequenties. Ook de beëindiging van die overeenkomst wordt door de betrokken operatoren meegedeeld aan het Instituut. Het Instituut maakt het delen van gebruiksrechten voor frequenties bekend op zijn website.
Art. 5. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 5. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné	Gegeven te

Par le roi:	Van Koningswege:
La Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,